

## b) Techniques de contrôle :

Les techniques recommandées dans ce tableau ne sont pas exclusives. Les sérums-tests de même spécificité peuvent être mis en circulation, même lorsque leur technique optimale d'utilisation est différente de celles-ci, à condition toutefois qu'ils répondent, dans ces techniques, aux normes minimales exigibles.

Les globules rouges-tests sont faits d'un mélange de deux ou trois échantillons préalablement lavés et mis en suspension dans le milieu adéquat. Ce milieu est la saline physiologique pour les tests en saline 22 °C, saline 37 °C et Coombs indirect. Ils sont préalablement trypsinsés pour les tests en trypsine saline 22 °C et Coombs indirect trypsine. La concentration des globules rouges est de 2 p. 100 pour les tests en saline 22 °C, 37 °C et AB 37 °C ; elle est de 5 p. 100 pour les tests en Coombs indirect.

## Détail des techniques d'emploi recommandées :

1. Les tests « en saline » se font en microtube par incubation à 22 °C ou à 37 °C d'une goutte de sérum ou de ses dilutions en saline et une goutte de suspension saline des globules rouges pendant 90', la lecture étant microscopique.

2. Les tests « en AB 37 °C » sont exécutés de façon analogue, mais les globules rouges sont en milieu AB et les dilutions du sérum se font également en sérum AB.

3. Les tests « en Coombs indirect » se font par incubation de 45' à 37 °C de volumes égaux de sérum ou de ses dilutions en saline et de globules rouges en suspension saline à 5 p. 100. Après trois lavages, la réaction de Coombs proprement dite se fait entre une goutte d'antiglobuline conforme et une goutte de suspension saline de globules rouges lavés. La concentration de celle-ci est de 5 p. 100 pour les tests sur plaque, la lecture se faisant au terme de trois minutes, et de 2 p. 100 pour les tests en tube utilisant une centrifugation à 1 000 t/minute pendant 30" suivie d'une lecture microscopique.

Pour les anticorps dont l'activité n'est décelable dans cette technique que grâce à leur capacité de fixation du complément, il est nécessaire, au terme du temps de sensibilisation, de retirer après centrifugation le surnageant sérique et de le remplacer par un volume égal de sérum AB frais source de complément. Les lavages et le test de Coombs proprement dit n'interviendront qu'après 20' d'incubation supplémentaire à 37 °C de ce nouveau mélange.

## c) Exigences particulières :

1. Le sérum-test ne doit certes contenir aucun autre anticorps que celui indiqué sur l'étiquette, capable de réagir dans sa technique d'utilisation. Il est cependant indispensable de tester le sérum-test par toutes les techniques courantes et d'indiquer dans la notice d'utilisation la présence d'éventuels anticorps associés et les techniques par lesquelles ils seraient décelables. Un tel renseignement est indispensable pour éviter les erreurs d'interprétation lorsque l'utilisateur s'écarte des conditions techniques recommandées et surtout lorsqu'il utilise le sérum-test dans les expériences de fixation-éluion tout en respectant ces conditions.

2. Pour chaque sérum-test, les globules rouges porteurs d'antigènes faibles doivent être testés et leur réaction notifiée à l'utilisateur. La liste de ces globules rouges n'est pas limitative et sera fonction de la richesse et des disponibilités du laboratoire national de contrôle. L'absence de réaction positive, vis-à-vis de certains de ces échantillons, ne peut à elle seule rendre le sérum-test non conforme, mais il est nécessaire que la notice d'utilisation mentionne la réactivité du produit vis-à-vis de ces antigènes particuliers.

3. Les sérums-tests anti-Rh (anti C, c, E, e) doivent en outre répondre aux exigences techniques mentionnées ci-dessus (II-2° c).

## Budget du fonds national de la gestion administrative de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.

Par arrêté du ministre délégué à l'économie et aux finances et du ministre de la santé et de la sécurité sociale en date du 31 mai 1977, est approuvée la deuxième décision modificative portant le budget du fonds national de la gestion administrative de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés pour 1976 à la somme de 1 781 972 190 F.

## Liste des établissements agréés pour la préparation au diplôme d'aptitude professionnelle à l'animation sociale et socio-éducative.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale,

Vu le décret n° 75-1165 du 15 décembre 1975 instituant un diplôme d'aptitude professionnelle à l'animation sociale et socio-éducative, notamment l'article 9 ;

Sur la proposition du directeur de l'action sociale,

## Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — En application des dispositions de l'article 9 du décret n° 75-1165 du 15 décembre 1975, sont assimilés au diplôme d'aptitude professionnelle à l'animation sociale et socio-éducative les titres et diplômes délivrés, antérieurement à la date d'entrée en application du décret susvisé, par les établissements dont la liste est fixée à l'article 2.

Art. 2. — La liste de ces établissements est la suivante :

Institut national de formation professionnelle pour animateurs de collectivités (I. N. F. A. C.), 82, rue François-Rolland, 94130 Nogent-sur-Marne, pour son diplôme d'animateur de collectivités délivré à partir de 1963.

Centre de formation de la fédération Les Amitiés sociales, institut de formation aux carrières sociales, 2, avenue du Bois-Labbé, 35016 Rennes CEDEX, pour son certificat d'animateur éducateur délivré à partir de 1968.

Institut d'éducation permanente Léo-Lagrange, 9, rue Cadet, 75009 Paris, pour son certificat d'aptitude (option Secteur social) délivré à partir de 1972.

Ecole d'action sociale de la caisse nationale d'allocations familiales (secteur animateurs socio-culturels), 36, rue de Lisbonne, 75008 Paris, pour son certificat d'animateur socio-culturel délivré à partir de 1970.

Ecole d'animateurs de l'union française des centres de vacances et de loisirs, Fublaines, 77470 Trilport, pour son certificat d'aptitude professionnelle et pédagogique à l'animation et au loisir délivré à partir de 1964.

Institut supérieur de formation à l'animation et au loisir de l'union française des centres de vacances et de loisirs, à Fublaines, 77470 Trilport, pour son diplôme délivré à partir de 1965.

Fédération nationale des centres d'hébergement et de réadaptation sociale, 76, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, pour son diplôme délivré en 1972.

Ecole de formation des animateurs sociaux, 31, rue Patou, 59000 Lille, pour son diplôme délivré à partir de 1976.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> juin 1977.

RENÉ LENOIR.

## Liste des spécialités pharmaceutiques remboursables aux assurés sociaux.

Le ministre de la santé et de la sécurité sociale,

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment le titre II du livre III relatif aux prestations d'assurances sociales ;

Vu le code de la santé publique, et notamment le titre II du livre V relatif aux dispositions particulières aux divers modes d'exercice de la pharmacie ;

Vu le décret n° 67-441 du 5 juin 1967 relatif aux conditions de remboursement des médicaments aux assurés sociaux, complété et modifié par les décrets n° 68-544 du 13 juin 1968, n° 69-1091 du 4 décembre 1969 et n° 72-1263 du 29 décembre 1972 ;

Vu l'arrêté du 18 juillet 1967 concernant les conditions de fonctionnement de la commission chargée de proposer les listes des spécialités pharmaceutiques remboursables aux assurés sociaux et agréées à l'usage des collectivités et divers services publics ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 1961 portant refonte de la liste des médicaments spécialisés remboursables aux assurés sociaux et les arrêtés qui l'ont complété et modifié ;

Vu les arrêtés n° 25-502 du 5 avril 1968, n° 25-660 du 30 décembre 1968, n° 25-795 du 24 juillet 1970, n° 72-58-P du 22 décembre 1972 et n° 76-60-P du 22 juin 1976 relatifs aux prix de vente des spécialités pharmaceutiques ;

Vu les propositions et avis de la commission susvisée,

## Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — La liste des spécialités pharmaceutiques remboursables aux assurés sociaux est complétée et modifiée conformément aux dispositions qui figurent en annexe.

Art. 2. — Les prix indiqués sont fixés pour une période maximum de deux ans. Ils devront être notifiés : au ministère de l'économie et des finances (direction générale de la concurrence et des prix), à la direction de la concurrence et des prix du département où est situé le siège de l'entreprise et au ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (direction des industries chimiques, textiles et diverses) conformément à l'article 18 de l'arrêté susvisé n° 25-502 du 5 avril 1968.

Art. 3. — Le directeur de la sécurité sociale et le chef du service central de la pharmacie et des médicaments sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié ainsi que son annexe au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 juin 1977.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,  
DOMINIQUE LE VERT.